

Le Pen VS Villiers

Le candidat du FN a annoncé son intention de poursuivre Philippe de Villiers en justice pour « diffamation ». Ce dernier « a affirmé hier que Le Pen avait ses signatures et que par conséquent il mentait ». Le Pen a réagi : « C'est une manœuvre que je poursuivrai en justice ».

Le chiffre du jour

-23 Le moral des ménages français s'est légèrement redressé en février mais reste bas, l'indicateur qui le mesure s'établissant à -23 contre -24 en janvier, selon l'Insee.

Quel Arsène chez Royal ?

Jack Lang n'a pas exclu que le cambriolage du siège du comité de soutien de Ségolène Royal à Paris, au domicile de Sophie Bouchet-Petersen, ait été « inspiré par une officine politique ». Un ordinateur a été volé. Il a indiqué : « Y a-t-il coïncidence ou non, volonté de nuire ? Je ne sais pas. Était-ce un simple cambrioleur ou la main était-elle inspirée par une officine politique, je ne peux pas le dire ».



Photo AFP

Le monde vu par Sarkozy

PRÉSIDENTIELLE Le candidat UMP a présenté son programme international

Nicolas Sarkozy a proposé hier des « changements » dans la diplomatie française tout en s'inscrivant dans la continuité de Jacques Chirac lors d'une conférence de presse entièrement consacrée à la politique internationale.

Nucléaire iranien, Europe, relations avec les Etats-Unis : pendant 1h45, le candidat UMP n'a érudé aucun sujet lors de ce rendez-vous avec quelque 250 journalistes de médias français et étrangers dans un hôtel parisien. Il a déclaré : « Dans un monde où le changement est permanent, on ne peut se contenter d'exprimer les mêmes concepts, les mêmes raisonnements, les mêmes certitudes », expliquant : « La perspective d'un nouveau quinquennat est l'opportunité de procéder à un diagnostic de notre politique étrangère, un diagnostic qui peut être l'antichambre de certains changements. »

Ce n'est pas « le prélude à je ne sais quelle table rase », a pris soin de dire le ministre de l'Intérieur, qui a jugé

l'action de Jacques Chirac « exemplaire » sur « bien des aspects ».

Il a souligné « J'approuve l'action menée depuis 12 ans par le président de la République », citant notamment la décision de Jacques Chirac de ne pas engager la France dans « une guerre en Irak qui était une erreur historique ».

Un peu moins... « américain » ?

En matière de défense, il a peu ou prou mis ses pas dans ceux de l'actuel chef de l'Etat. Il a ainsi déclaré que la dissuasion nucléaire restait un « impératif absolu », promis de garantir la crédibilité politique et technique des moyens de cette dissuasion et proposer d'étendre aux pays voisins de la France cette « garantie nucléaire ».

De même, il s'est engagé à maintenir l'effort de défense de la France « au moins à son niveau actuel » et d'y consacrer au moins 2 % du PIB.

Accusé par ses détracteurs d'être « Sarkozy l'Américain », il a salué

« l'amitié profonde » entre la France et les Etats-Unis. Mais l'amitié « n'est pas la soumission », a ajouté Nicolas Sarkozy, qui a également souhaité que les Etats-Unis assument leur part de responsabilité dans le réchauffement de la planète.

Il se démarque sur l'Afrique

Sur d'autres points, en revanche, il s'est nettement démarqué de la politique traditionnellement conduite par la France à l'étranger, notamment par Jacques Chirac.

Il s'est ainsi prononcé pour une présence militaire française en Afrique réduite au « strict minimum » et souhaité que Paris « tourne la page des complaisances, des ambiguïtés » avec ses partenaires africains et arabes. Il a ajouté : « Les relations entre des Etats ne peuvent pas dépendre de la seule qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat ».

Il a aussi estimé que la France ne pouvait pas « se taire » face à une

évolution « préoccupante » de la situation des droits de l'Homme en Russie ou aux violations de ces droits en Chine et ailleurs dans le monde. « Ceux qui sont adeptes de la realpolitik ne sont pas si réalistes que cela. Ils cantonnent l'action diplomatique à un effort pour ne rien changer à la réalité du monde. La stabilité est leur mot d'ordre, l'immobilisme leur obsession ».

Et puis, Sarkozy a jugé inacceptable la perspective d'un Iran doté de l'arme atomique mais plaidé pour une coopération avec les pays du Sud, comme l'Algérie, dans le domaine du nucléaire civil, pour leur permettre d'accéder à cette énergie.

Ensuite, il a prôné une approche équilibrée du conflit israélo-palestinien mettant « sur le même plan » le droit d'Israël à la sécurité et celui des Palestiniens à un Etat viable.

Enfin, il a de nouveau défendu sa proposition d'un « traité simplifié » pour sortir l'Union européenne de son blocage institutionnel.

Duplex de Neuilly : « Je suis blessé »

Interrogé sur l'article du *Canard enchaîné* selon lequel il aurait acquis à une valeur bien en dessous de celle du marché un duplex à Neuilly-sur-Seine, Nicolas Sarkozy s'est dit « blessé » hier « par ces attaques qui sont malhonnêtes ».

« J'ai donné tous les éléments nécessaires. Mais vraiment, ramener une campagne électorale à ça, c'est triste. C'est vraiment ramener la démocratie et le débat bien bas. »

Il a exclu d'attaquer l'hebdomadaire satirique en justice : « Je suis beaucoup plus tranquille que ça. »

Dans la soirée, le siège de campagne de Nicolas Sarkozy a diffusé par communiqué des déclarations de l'ancienne dirigeante du groupe immobilier ayant vendu l'appartement et de l'artisan ayant réalisé l'escalier. Denise Lasserre y dément « avoir consenti une quelconque remise sur le prix, qui tenait compte des prestations contractuelles fixées pour l'ensemble immobilier, et avoir consenti de largesses sur les travaux d'aménagement ou de décoration intérieure, qui ont été commandés et réglés par Sarkozy ».

Le futur candidat « a payé le juste prix qui correspondait à ceux pratiqués par ailleurs et qui demeurait bas par rapport aux prix aujourd'hui pratiqués, en raison de la crise immobilière existant à l'époque de la vente », assure-t-elle.

Le menuisier Bruno Segond, installé à Autun en Saône-et-Loire, confirme de son côté menuisier « avoir réalisé en 1997 un escalier en chêne dans l'appartement de Nicolas Sarkozy à Neuilly ». Il certifie : « Cet escalier d'un coût de 72360 francs m'a été réglé par chèque le 24 octobre 1997 ».



ÉDITORIAL
Marc Chevanche

La mécanique du soupçon

Il n'y a désormais plus de présidentielle en France qui ne s'accompagne de « révélations » sur les turpitudes supposées des candidats. Nous aurions tort de penser qu'il y a jamais eu, sur ce sujet, un quelconque âge d'or. Si l'on excepte la vertueuse et exceptionnelle figure du général de Gaulle, le soupçon a toujours pesé, sur les puissants du moment, d'avoir tiré avantage de leur position. Comme la chair est faible, on ne peut évidemment pas écarter, sans examen, l'hypothèse. Comme la presse est libre, on ne doit pas s'inquiéter de ses curiosités. Mais comme la justice est aveugle, surtout lorsqu'elle s'exerce au tribunal de l'opinion, on doit rappeler ce qu'a de précieux le principe de la présomption d'innocence. Car, dans ces affaires, la mécanique du soupçon a

quelque chose d'irrépressible. Elle broie tout sur son passage. Aujourd'hui, c'est Nicolas Sarkozy. Demain, ce sera Ségolène Royal. Si l'un et l'autre dénoncent les procédés qui les désignent, on comprendra qu'ils s'entendent comme larrons en foire. Si les accusations se confirment, aucun des concurrents n'en tirera avantage. Si elles tombent, la suspicion restera comme en suspension. En même temps, pester contre la « transparence dangereuse », s'élever contre les effets pervers de l'accouplement de la morale et de la politique, protester de l'abolition des frontières entre ce qui est privé et ce qui est public, sont des combats perdus d'avance. Ils vont trop à rebours de notre voyeurisme spontané. Une seule chose alors apaisera peut-être ceux qu'inquiète ce que Nietzsche appelle la « moraline » : la dénonciation des turpitudes supposées de ceux qui nous gouvernent, généralement, tourne court. En politique, les coups bas sont comme le ridicule : ils ne tuent pas.

RENCONTRE AVEC LES PATRONS

Ségolène séduit Laurence

Ségolène Royal a entamé la consultation des organismes patronaux et syndicaux, recevant hier les représentants du patronat (MEDEF et CGPME) et de la CFTC. La candidate socialiste aurait notamment séduit Laurence Parisot dans son « approche gagnant-gagnant » dans le domaine de la compétitivité des entreprises, un enjeu crucial pour la France, selon les deux femmes.

A la sortie du QG de campagne de Ségolène Royal, Laurence Parisot, présidente du Mouvement des



entreprises de France, s'est déclarée « satisfaite » de cet entretien. « Nous avons des approches qui ne sont pas si éloignées l'une de l'autre », a-t-elle assuré à la presse, même si « sur les solutions et les remèdes, il peut y avoir des divergences ». « Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a un enjeu de la compétitivité » qui est « fondamental pour les entreprises », a poursuivi la patronne des patrons. « Pour résoudre ce challenge », Ségolène Royal est, selon elle, favorable à une « approche gagnant-gagnant, qui tienne à la fois compte des entreprises, des salariés et du pays ».

(Photo AFP)